

Manifeste pour une autre politique industrielle automobile

Nous, organisations syndicales et ONG environnementales, appelons les candidat-es à l'élection présidentielle, en signant ce manifeste, à partager un diagnostic lucide sur la crise de l'industrie automobile française et à s'engager sur un projet de refondation de la politique industrielle.

Ne nous trompons pas de diagnostic

La transition électrique et les normes européennes sont trop souvent désignées comme les boucs émissaires de la crise. Pour produire en France les véhicules propres et accessibles dont nous avons besoin, posons un diagnostic lucide : l'affaiblissement de la filière automobile française résulte d'abord des orientations stratégiques des grands donneurs d'ordre, au premier rang desquels les constructeurs. Depuis trente ans, guidés par la rentabilité financière, **ils ont mis les sites en concurrence, délocalisé la production vers des pays à bas coûts, comprimé les prix des fournisseurs et privilégié une montée en gamme des modèles qui a éloigné l'automobile des Français.** Une stratégie rendue possible par le renoncement des pouvoirs publics à conduire une véritable politique industrielle.

Les priorités de la politique industrielle automobile pour le prochain quinquennat

- 1. Réinvestir l'État stratège**, avec une planification industrielle claire pour l'avenir de la filière automobile française, autour d'un Comité de filière élargi associant pouvoirs publics, industriels, syndicats, experts et collectivités territoriales.
- 2. Mobiliser la commande publique** pour orienter le marché vers des véhicules répondant aux besoins des Français et à l'intérêt général : des citadines électriques, abordables, sobres, réparables et produites en France et en Europe, garantissant des volumes aux usines.
- 3. Rendre chaque euro d'aide publique utile à la nation**, en conditionnant les subventions et avantages fiscaux dont bénéficient les grands groupes automobiles à des engagements vérifiables sur l'emploi, la relocalisation de la production (véhicules, batteries, composants), les commandes aux sous-traitants locaux, la recherche et le maintien des compétences. Tout choix stratégique contraire à ces engagements devra entraîner le remboursement des aides.
- 4. Porter une politique industrielle et commerciale forte**, pour protéger l'emploi en France et en Europe, stopper le dumping et la concurrence déloyale. Cette ambition s'appuie sur des normes sociales et environnementales élevées, harmonisées par le haut, et sur une protection face aux importations hors UE.

En signant ce manifeste, je m'engage à porter ces orientations pendant la campagne et à les mettre en œuvre lors du prochain quinquennat.

Nom de la candidate ou du candidat :

Date :

Signature :